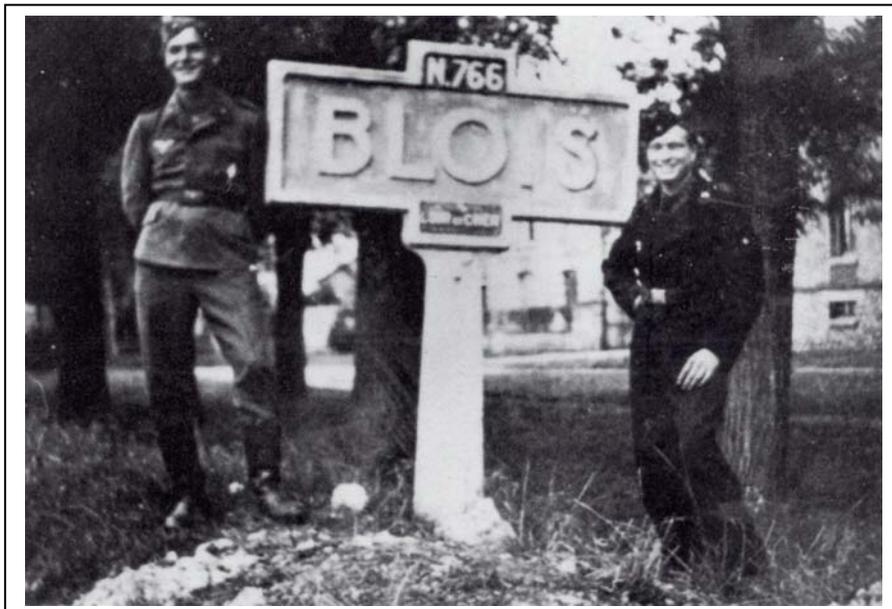


# La vie d'un central téléphonique sous l'occupation : 1943-1944

– Michel Ollivier –

-----



septembre 1939, replié une partie de ses services parisiens dans le château de Menars, près de Blois où elle faisait effectuer d'importants travaux d'aménagement. C'est dans ce cadre que je repris un emploi où mon premier travail consista à participer à une importante installation téléphonique. Guidé par des anciens non mobilisés, bientôt la pose des câbles sous-plomb et des appareils téléphoniques n'eut plus de secrets pour moi.

Tout d'abord, je vous prie de m'excuser, car cette communication se présente sous une forme très personnelle, un peu trop à mon goût, mais il m'a paru difficile d'exposer des événements précis et détaillés sans en retracer le cadre et les circonstances.

Pour moi, comme pour beaucoup d'autres, le choix de faire carrière aux télécommunications a été une conséquence des faits plutôt qu'une décision mûrement délibérée. Du fait de circonstances familiales (mon père se trouvait au chômage), je ne pus poursuivre d'études longues et dus, le 1<sup>er</sup> août 1938, quelques jours après mes quatorze ans, commencer un apprentissage d'électricien. Je vécus ainsi dans le monde du travail la crise de septembre 1938 (les accords de Munich), puis la déclaration de guerre de 1939. Mon patron mobilisé, je dus trouver un autre employeur.

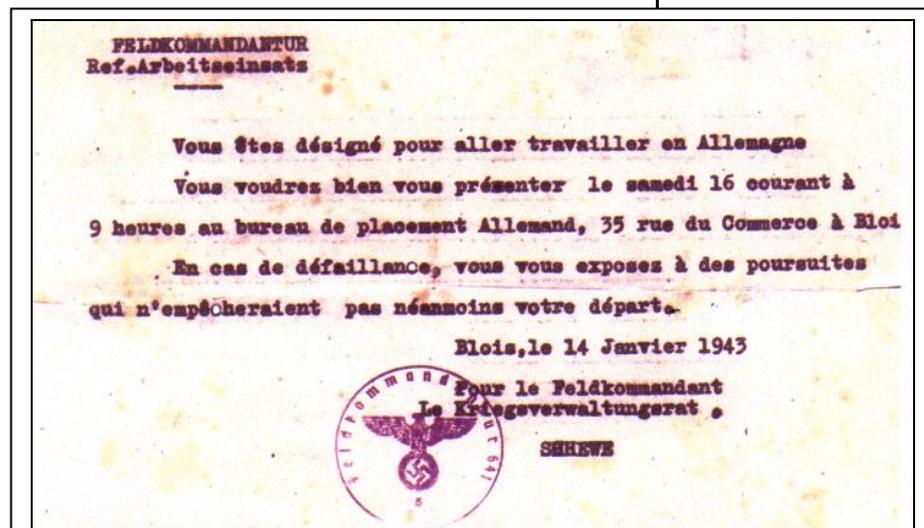
Pour les besoins de la Défense Nationale, il avait été prévu de déplacer vers le Val-de-Loire les ministères et les directions d'entreprises œuvrant dans ce secteur. C'est ainsi que la compagnie Saint-Gobain avait, dès

La drôle de guerre, la défaite de juin 1940, quelques jours « d'exode », l'armistice, l'arrivée des troupes allemandes et le retour de Saint-Gobain à Paris me remettent en recherche d'emploi. Une entreprise blésoise ayant un département « courants faibles » m'embauche assez rapidement et mes nouvelles compétences sont utilisées à l'occasion.

La guerre continue et s'étend. Dans le courant de l'année 1942, l'Allemagne en plein effort d'armement commence sérieusement à manquer de main d'œuvre et en recherche. Les volontaires sont rares, peu de gens ont envie de passer le Rhin. Aussi, avec l'appui du gouvernement de Vichy, s'instaure la « relève », vaste escroquerie où en contre-partie du départ de trois travailleurs en Allemagne, on fait miroiter à des jeunes le retour d'un membre de leur famille prisonnier depuis l'été 1940. Les spécialistes en électricité sont particulièrement recherchés et je suis, durant l'automne, l'objet de sollicitations plus que pressantes. N'étant pas encore majeur (21 ans à l'époque), je réussis à éviter le départ. Mais, en fin d'année 1942, les autori-

tés vichyssoises décident le travail outre-Rhin obligatoire pour les classes 1942-1943 et me voici de nouveau convoqué, cette fois-ci par les autorités civiles françaises pour une parodie de conseil de révision, supervisé par l'armée allemande.

décidé, Stalingrad ne viendra qu'un mois plus tard. Mes parents se souviennent que la sœur d'une de leur amie, travaillant aux PTT, m'avait à plusieurs reprises invité à y faire carrière. Aussitôt, bien que nos relations soient peu intimes, un courrier lui est adres-



Un peu mieux avertis, mes parents prennent contact avec notre médecin de famille. Celui-ci, avec l'aide d'un radiologue complice, me prépare un dossier médical approprié, avec lequel je me présente devant ledit conseil. Le major allemand qui officie, après un examen minutieux, me déclare : «  *votre cas n'est pas grave, je vais vous affecter en Allemagne du sud au climat plus doux et vous donner six semaines de sursis, au 15 mars, l'hiver sera quasi terminé* ». Le médecin français (requis) qui l'assiste, se lance dans une longue explication médicale de mon état de santé et, en aparté, me glisse : «  *tu as six semaines pour te démerder* ».

Plus facile à dire qu'à faire en janvier 1943, où le tournant de la guerre n'est pas encore

sé, exposant sans fard ma situation vis à vis des autorités allemandes. Quelques jours plus tard une réponse favorable arrive, prévoyant mon entrée en service des télécommunications dans les jours suivants, et surtout l'annulation de mon affectation germanique. Ce n'est qu'à la fin de la guerre que j'ai appris que cette personne était membre d'un réseau de résistance, dirigé par l'ingénieur en chef du service régional des télécom à l'époque encore sous l'autorité du directeur régional des Postes.

C'est ainsi qu'après un entretien au siège de la direction départementale des PTT, où je dus certifier n'être ni juif ni franc-maçon, je commence à Romorantin, en février 1943 en tant qu'auxiliaire des installations, une future carrière dans l'administration des PTT. Une

grande surprise m'attend le matin de ma prise de service, en entrant dans la pièce dite des «  *mesures* » où tout le personnel technique se retrouve, j'aperçois par la porte ouverte d'un petit bureau un soldat allemand qui y semble installé. Moi qui était là pour fuir l'occupant, on apprend la présence dans chaque central téléphonique un peu important, puisque nous sommes en zone occupée. On me signale vite que cette présence se limite au local du répartiteur (gardé jour et nuit), et que ces soldats, forts heureux d'être «  *planqués* » loin du front russe, font tout pour se faire oublier.

En principe, je suis embauché sur des crédits affectés à la préparation de l'auto-rural. En équipe avec un collègue, nous révisons les installations d'abonnés, remplaçons par du

sous-plomb les fils trop vétustes et ajoutons un condensateur dans le circuit de sonnerie (le matériel nécessaire avait été approvisionné en l'été 1939, et réparti dans les bureaux de Poste intéressés. Dès le début de l'occupation, ce matériel avait été « sorti » des états comptables et caché dans les greniers des dits bureaux. Ce matériel sera bien utile durant l'occupation et surtout sitôt après la Libération).



Dès mon embauche, un certain nombre de cartes d'identité son préparées à mon nom me permettant de pénétrer dans différents lieux officiels et de circuler sur les voies ferrées, parmi lesquels un « Ausweiss » pour justifier auprès des occupants mes missions de dépannage en tous lieux. Mais cet « Ausweiss » ne me permet pas d'échapper au couvre-feu. Seuls un ou deux vérificateurs possèdent ce précieux sésame.

Mais très vite mon travail varie au gré des besoins et je découvre la vie journalière du monde des services techniques, au sein des PTT. Du fait de la guerre et de l'occupation, de nouvelles conditions de travail sont appliquées. Par suite de la pénurie d'essence, les voitures de dérangement sortent rarement et tous les déplacements se font, soit en train ou en autocars là où ils existent, mais le plus souvent à bicyclette. À cette époque et par ce

moyen, je parcours facilement de 30 à 50 km par jour. La situation est pire pour les agents des équipes des lignes aériennes qui, sur les voies SNCF ont repris les trains et utilisent les charrettes à bras heureusement conservées. Progressivement les camions sont équipés de gazogènes, mais souvent les attributions de bois et de charbon de bois sont insuffisantes. Comme le Loir-et-Cher couvre une partie de la Sologne, l'inspecteur technique, participant aux pratiques courantes de l'époque, troque dans cette région quelques installations téléphoniques, contre des stères de menu bois. Le garde magasin les fait sécher et les met en sac à l'intention des conducteurs, prestation non prévue dans les textes.

Après un assez court séjour à Romorantin, je suis affecté au central de Blois, plus proche de chez moi, où j'assure le remplacement d'un agent des installations parti en retraite. Avec l'aide technique des collègues en place, j'en assume toutes les charges, c'est-à-dire la responsabilité d'un secteur d'une vingtaine de communes où j'effectue l'entretien des installations, tableaux, standards, postes d'abonnés. Du fait du manque de matériel, on installe peu d'abonnés nouveaux, l'entretien restant la mission première.

À Blois comme à Romorantin, l'armée allemande est présente au central téléphonique, mais d'une manière un peu plus importante car c'est aussi le siège de l'unité départementale des transmissions de la Wehrmacht. Les bâtiments du central étant très limités, les occupants ont réquisitionné des locaux contigus dépendant de la préfecture là où était logé le commissariat aux renseignements généraux, locaux que les PTT guignaient depuis longtemps mais qu'ils n'avaient jamais obtenus auparavant (ils oublieront d'ailleurs de les rendre après la Libération). Sous l'autorité d'un lieutenant, six à huit soldats se relaient pour assurer la garde des têtes de câbles et du répartiteur et par ailleurs, installer (en fil de campagne) les lignes et les postes des services allemands, tant à Blois que dans le département. Dans ces bâtiments a été établi un central militaire installé pour desservir tous les services locaux de l'armée d'occupation. Il possède des circuits directs sur Paris, Orléans et Tours. Il est tenu le jour par des auxiliaires féminines de l'armée allemande (on les appelaient les « *souris grises* » du fait de la couleur de leur uniforme) et la nuit par

le soldat de garde au répartiteur qui assure la permanence.

Pour mieux comprendre cette organisation, il est nécessaire de savoir que l'armée allemande, en utilisant d'abord le réseau de câbles souterrains à grande distance, puis les artères aériennes, principales et secondaires, a constitué un maillage complet de la France en reliant la moindre unité de base au réseau du Reich. Partout contraignant, ce maillage est particulièrement gênant sur le plan local. Le réseau français, déjà largement insuffisant, est sans cesse amoindri par la réquisition de quarts sur les câbles ou de groupes de circuits sur les voies ferrées. La situation est pire pour les petits centres ne disposant que de très peu de jonctions, quelques circuits aériens seulement. Au gré des déplacements d'unités militaires, création de postes de DCA par exemple, ces communes sont soudain privées de la moitié de leurs liaisons. Bien entendu, tous ces circuits sont entretenus et réparés par l'État français, même par suite des dégâts dus aux faits de guerre. À priori, rien ne distingue ces circuits qui sont simplement notés « A.A. » sur les carnets de fils et autres documents. Il est interdit d'en faire mention plus explicitement, mais évidemment pour tout le personnel technique, c'est un secret de Polichinelle...

La ligne de démarcation entre la zone libre et celle occupée, étant matérialisée par le cours du Cher, toutes les communes situées au sud-est de cette rivière, sont (téléphoniquement) détachées du département du Loir-et-Cher et rattachées à celui de l'Indre, avec lequel toutes les liaisons sont coupées. De ce fait, il a fallu modifier le réseau pour remplacer de petits centres locaux ne pouvant plus jouer leur rôle, ce qui ne facilite guère le trafic.

L'armée d'occupation ayant calqué son établissement sur l'organisation administrative française, Blois, chef-lieu de département, abrite un certain nombre de services allemands. Installés dans des hôtels ou des maisons particulières réquisitionnées, leur présence est d'abord indiquée par le drapeau nazi et par de plus ou moins importants panneaux portant le nom de l'établissement. Mais rédigés en caractères gothiques, peu familiers à notre regard, en dehors des noms de la Feldkommandantur ou de la Feldgendarmarie, nous n'y prêtons guère attention.

Tous ces services sont raccordés au central français où ils sont traités comme des abonnés normaux ; en cas de dérangement ils sont dépannés par les agents ordinaires des PTT. Sur le pavillon où est indiqué : « Service allemand » (avec très rarement le nom), nous ne retenons seulement que l'adresse et le numéro d'abonné. C'est ainsi que j'interviendrai une ou deux fois dans une villa un peu isolée, où la présence quasi exclusive d'employés civils et de tractions-avant Citroën n'attira pas mon attention.

Ce n'est que plus tard, arrêté à mon tour, que je compris en y pénétrant à nouveau que « Geheim Staats Polizei » signifiait tout bonnement Gestapo...

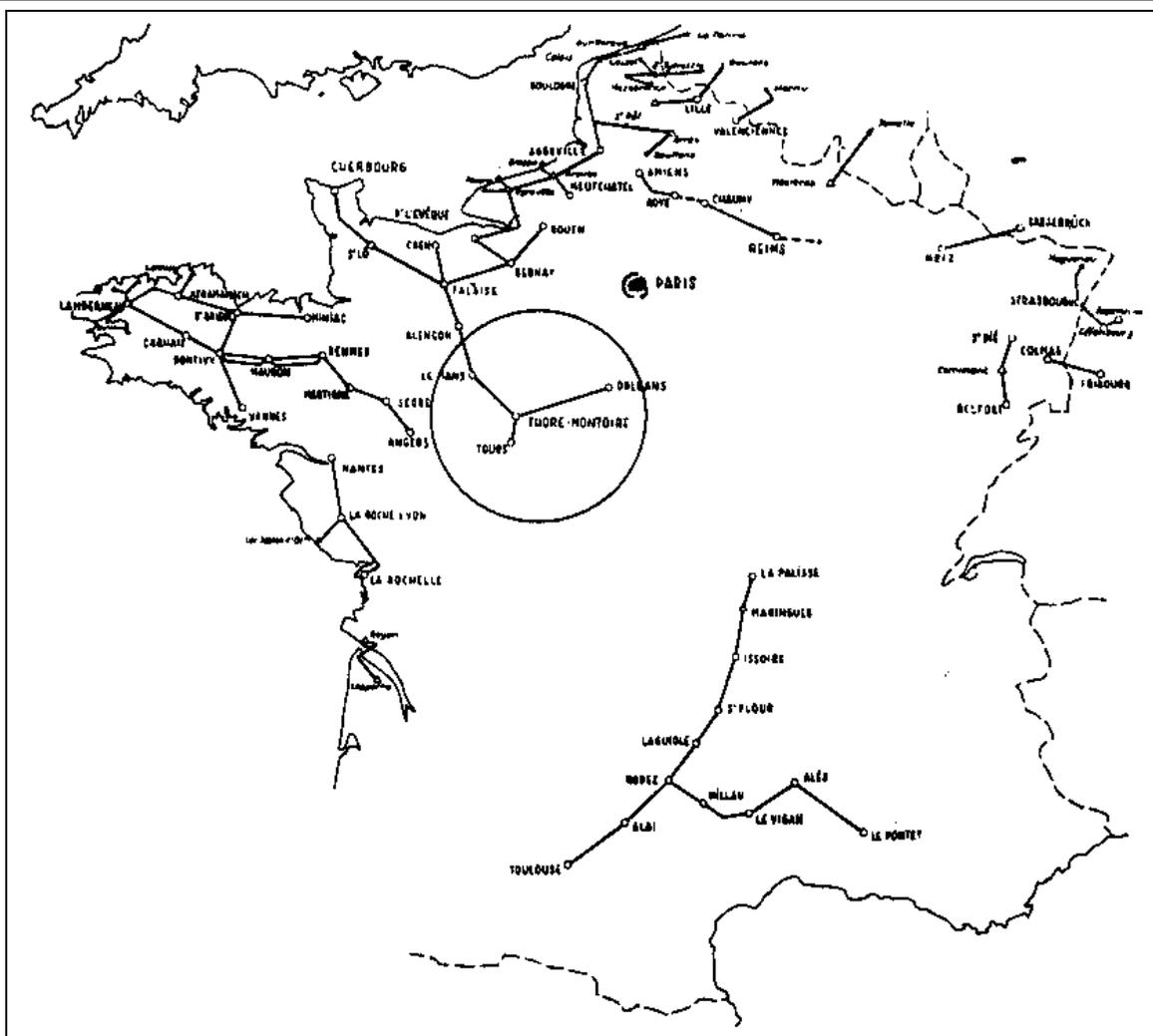
Je reviens sur ma situation personnelle, j'ai dit plus haut que j'étais chargé de la responsabilité d'un secteur, ce qui comporte des déplacements dans les villages de campagne entourant Blois. Il y a plusieurs secteurs, ceux où domine la polyculture, gage de bonnes possibilités de ravitaillement (point important à l'époque) et en conséquence fief des plus anciens, la Beauce riche de ses céréales et la Sologne, zone ingrate où à part des lapins de garennes, il reste peu à trouver. Bien entendu, c'est ce secteur qui m'échoit, c'est aussi celui possédant le plus faible nombre d'abonnés. En conséquence, je reste souvent à l'atelier chargé de remettre en état le matériel déposé, que du fait de la pénurie ambiante, l'on bricole jusqu'à la limite de l'irréparable.

À peu près à l'époque de mon arrivée à Blois, une nouvelle charge nous est attribuée. Par suite des revers allemands sur le front russe, le petit détachement allemand des transmissions doit laisser partir quelques éléments et sans doute leur seul spécialiste. Or, pour constituer leurs installations, ces soldats utilisent des postes militaires de campagne récupérés sur les armées alliées, ceci afin d'économiser les appareils de l'armée allemande réservés au front russe. Parmi les soldats restants, personne n'est capable de réparer ces appareils étrangers.

C'est ainsi que, chaque début de semaine, nous arrivent de cinq à dix appareils que nous devons remettre en état pour le samedi suivant. Du fait de ma grande présence à l'atelier, cela devient l'une de mes occupations principales et ce travail m'intéresse

beaucoup par son côté découverte professionnelle. En plus de TM français, nous recevons beaucoup de postes polonais et tchèques, et plus rarement des postes belges, hollandais, norvégiens et anglais. De petits standards à cinq ou dix directions, récupérés sur l'armée anglaise se révèlent de vrais petits bijoux, si appréciés qu'ils doivent être rendus dans les délais les plus brefs.

oblige à en rafraîchir les extrémités, c'est-à-dire à les raccourcir, nous y allons gaillardement ; je me souviens d'appareils rendus avec un cordon de 25 cm, gage de torticolis à venir. Enfin, plus savant, il y a des sabotages en puissance. Par exemple une miette de sel ammoniac tirée d'une vieille pile, disposée discrètement sur le bobinage d'un rotor de magnéto ou d'une bobine d'induction fait insi-



Réseau à grande distance constitué en France par les Allemands pendant la guerre.

Carte aimablement fournie par M. Robert Chapuis que je remercie de cet apport. Dans le cercle figure les câbles cités autour du PC allemand de Thoré la Rochette.

Ce travail nous pose un cas de conscience, car c'est une participation encore plus forte que celle, indirecte, mais de tous les jours à l'effort de guerre nazi. Il est (pour la hiérarchie comme pour nous) quasi impossible de le refuser, d'un commun accord il est décidé un zèle minimum. Le manque évident de pièces de rechanges d'origine permet déjà d'éliminer quelques appareils ; pour les autres, tous les moyens sont bons, par exemple le manque de cordons de combinés neufs

dieusement son œuvre dans les mois suivants.

Le réseau français de câbles à grande distance étant peu étoffé, l'armée allemande fait poser dans les régions de l'Ouest (par la France) un certain nombre de câbles. Dans le Loir-et-Cher un très important poste de commandement est établi à Thoré-la-Rochette autour du tunnel ferroviaire de Saint-Rimay, tunnel connu dans la région sous le nom de

tunnel de Montoire, depuis que le train spécial d'Hitler y a passé la nuit avant sa rencontre avec le maréchal Pétain, le 24 octobre 1940. Pour relier ce PC, des câbles souterrains sont posés en étoile vers Tours, Orléans et Le Mans, afin de se raccorder aux autres câbles du réseau général.

À partir du printemps 1944, les bombardements de voie ferrées et les mitraillages routiers s'intensifient, mettant à mal les réseaux aériens. Les liaisons sont sans cesse interrompues, dont celles de l'armée allemande. Bien entendu, celles-ci doivent être réparées en priorité. Mais à ce moment, tout camion sur une route est une cible pour l'aviation alliée, maîtresse des airs. Aussi, les camions des équipes des lignes chargées des réparations circulent d'une façon inhabituelle. Couchés sur les ailes avant (les cabines avancées sont encore rares) deux agents surveillent le ciel, l'un vers l'avant, l'autre vers l'arrière, afin de donner l'alerte au moindre avion en vue (heureusement ils ne sont pas encore supersoniques). Dès qu'un appareil est détecté, le camion stoppe et chacun s'en éloigne en courant vers ou dans les fossés. De même, les véhicules sont toujours disposés loin du lieu de travail pour ne pas servir de cible.

En plus des mitraillages, des poteaux sont sciés çà et là, les sabotages commencent à apparaître. Il faut en dire quelques mots. Les uns sont effectués un peu au hasard par des résistants peu informés, souvent de la 11<sup>e</sup> heure. Ils ne gênent guère l'occupant et souvent se bornent à priver de communications (souvent très urgentes) certaines communes rurales. Les autres, bénéficiant de renseignements fournis par des agents de l'administration ou exécutés par des résistants PTT, sont très efficaces mais désignent directement l'origine des sources. Aussi leurs auteurs tentent autant que faire se peut, de « masquer » le fait. Par exemple, pour couper la ligne allemande reliant un poste d'observation situé en un point stratégique, M. Fernand Géguin, agent des lignes, résistant dut, à la veille de parachutages importants, se résoudre à sectionner la totalité des fils partant vers la Sologne.

Quand des lignes sont coupées par sabotage, à moins d'une constatation locale allemande précise, il est d'usage dans les services français, de marquer « *files coupés par*

*mitrillage* ». Le résultat de toutes ces actions de guerre conduit progressivement à la paralysie du réseau et, à la fin de juillet 1944, le trafic est presque totalement interrompu.

En août, les bombardements s'intensifient, après la percée d'Avranches les avant-gardes de l'armée Patton fonçant vers l'est débordent Blois en se dirigeant vers Orléans. Après quelques accrochages assez proches, les Allemands se préparent à évacuer la rive droite de la Loire. Ce sera fait le 17 août, départ hâté par résistance locale qui a déclenché l'offensive.

J'ai parlé plus haut du petit détachement militaire local allemand. Bien que logés dans des locaux contigus, nous les voyons très peu. Le personnel est composé de soldats probablement inaptes au combat, certains ont sans doute été blessés, l'un d'eux semblait souffrir de troubles pulmonaires, il se murmurait qu'il devait être tuberculeux.

Il est temps maintenant de dire quelques mots de son commandement. Le responsable du service, le major Bruckmann, est un homme très correct et très courtois. Nous savions qu'il était pasteur dans le civil et je ne l'ai jamais vu faire le salut nazi, ce qui était rare, même parmi les officiers de la Wehrmacht. Lorsque, à partir de juin 1944, les sabotages de lignes allemandes commencent à apparaître, il laisse toujours dans les rapports la mention « *files coupés par mitrillage* ». Il n'ignore rien des actions menées, mais cherche à éviter les représailles. Il montre sa conscience lors du repli de ses troupes en août 1944. Il prévient le chef de Centre, M. Bouveau, de l'ordre qu'il a reçu de détruire le central (en BCI) mais, s'il lui indique qu'il va obéir et exécuter sa mission, il lui donne aussi sa parole d'officier de sa détermination à ne pas employer d'explosifs, ni de laisser des engins à retardement pouvant présenter un danger pour le personnel. C'est à la masse et à la hache que ses hommes vont mettre le multiple hors d'usage, mais ils le feront complètement. Les réglettes de lampes et de jacks sont cassées, les keyboards enfoncés, la machine d'appel est détruite ainsi que la batterie. Au répartiteur les têtes de protection sont fracassées, les câbles coupés à leur entrée dans la pièce, la table d'essai elle-même n'échappe pas au désastre.

Après l'évacuation de la rive droite et la destruction du pont, ce service de transmission

allemand restera quelques jours au château de Saint-Gervais, lieu de repli de la Kommandantur.

Les premiers techniciens qui se présentent le lendemain, 18 août, avec le chef de Centre, ne peuvent que constater l'ampleur des dégâts. Le travail le plus urgent est d'éliminer l'électrolyte des batteries cassées qui, depuis le premier étage, s'est répandu un peu partout et commence à oxyder tous les bâtis de relais. Si, malheureusement la distribution de l'eau (coupée par les bombardements) n'est pas encore rétablie, par chance, une scierie n'est pas loin. Avec une poussette de la Poste on va chercher de la sciure de bois, qui, répandue abondamment, va absorber l'acide et assécher les lieux en attendant un lessivage plus complet.

Il n'est bien entendu pas possible de réparer le multiple, mais les Allemands dans leur hâte n'ont pas détruit leur propre central, un standard français à 50 directions qui, le câble coupé, est resté là intact, sans doute en attente de déménagement. On va donc s'employer à réinstaller ce meuble dans une pièce attenante. Premier problème, il n'y a pas d'électricité.

Heureusement, les anciens fers à souder existent encore dans l'outillage de l'atelier, on se procure un seau-chaufferette à charbon de bois chez un couvreur et le travail va s'exécuter à l'ancienne.

Pendant ce temps, les soudeurs ouvrent les câbles à l'entrée du bureau et recherchent les paires des abonnés prioritaires pour les raccorder. Le même travail s'effectue sur le câble à grande distance Paris – Bordeaux où, miracle, très vite Orléans réparé et bientôt Paris, répondront. Un embryon de réseau qui s'étend au fur et à mesure des liaisons commence à fonctionner et Blois se trouve ramené cin-quante et un ans en arrière, dans sa situation du début.

Seule la rive droite est libérée, le magasin des PTT est situé rive gauche dans le quartier de Vienne, toujours occupé et il n'est pas possible d'aller y chercher du matériel, d'ailleurs peu abondant. On manque d'appareils BL et surtout de piles, aussi allons nous dans les bureaux des environs les plus proches, Molineuf, Fossé, Menars, Landes, etc. soustraire deux ou trois éléments de chaque batterie de piles de sonnerie que nous laissons au minimum. De même, on se procure des appareils BL en allant en retirer un chez les abonnés possédant un poste supplémentaire.

Le rétablissement en ville des lignes aériennes coupées n'est pas une mince affaire. En effet, toutes les rues orientées vers la Loire sont prises en enfilade par les tireurs allemands de l'autre rive, si au sol elles sont protégées par des barricades et les sacs de sable, il ne fait pas bon s'exposer en haut d'une échelle pour « sonner » une tête. Dans quelques cas (commissariat de police, entre autre) il faut amener une ligne à partir d'une jonction moins exposée.

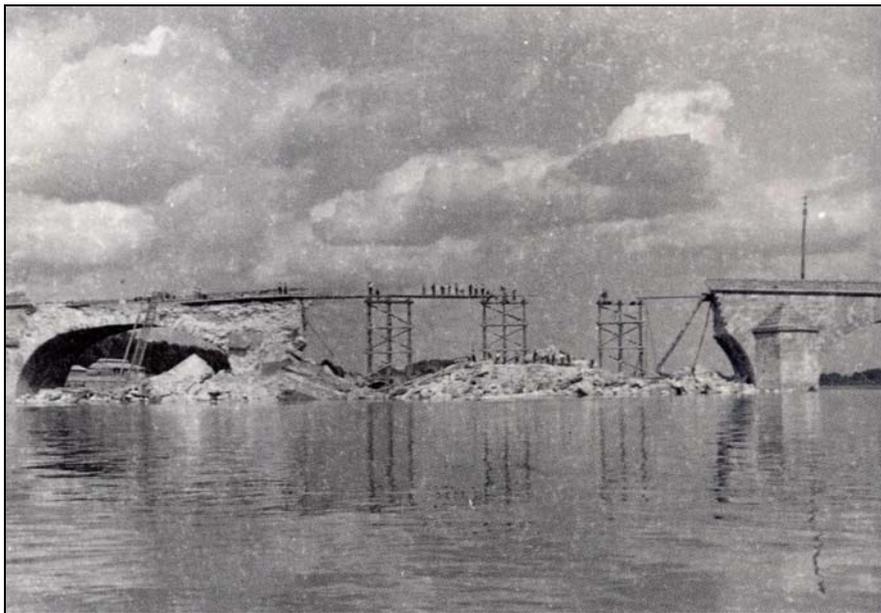


Photo R. Millet.

Enfin, le 1<sup>er</sup> septembre les troupes allemandes quittent la rive gauche, des liaisons provisoires sont vite lancées au-dessus de la brèche du pont, puis un câble est passé dès l'établissement de la première passerelle et progressivement un réseau, réduit d'une quarantaine d'abonnés prioritaires, peut fonctionner en attendant la remise en route du cen-

tral. L'attente des pièces de rechange difficiles à se procurer, va retarder jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 1944 cette normalisation et le rétablissement complet du réseau téléphonique.

Voici, sommairement résumé, comment, sous l'occupation, j'ai observé et participé à la vie d'un central téléphonique d'une ville moyen-

ne de province. Mon expérience vaut seulement pour ce cas particulier, mais pour autant que je l'ai su, elle a été souvent quasi semblable en beaucoup d'endroits. Ces souvenirs permettront de rappeler aux jeunes n'ayant pas vécu cette période, que rien n'est simple dans la vie, et que la situation était bien souvent plus complexe que l'idée manichéenne qu'ils ont pu imaginer.

#### **Sources :**

- Documents et souvenirs personnels.

#### **Photographies :**

- Extraites de l'album *Blois des bombes et des ruines* avec l'aimable autorisation de l'auteur, M. Christian Coupé, à qui j'adresse tout mes remerciements.